

Petite histoire critique d'une prise de conscience (1980-2020)

Patrice Rolin

(1) Yves Bizeul, *Étude critique - Justice, paix et sauvegarde de la Création : un processus « conciliaire »*, in *RHPR*, vol.69, 1989/3, pp.325-330.

« Du côté du Conseil Œcuménique des Églises (COE), ce n'est qu'en 1983, à Vancouver, qu'est lancé ce qui voulait être un « processus conciliaire d'engagement mutuel » autour de la problématique Justice, paix et sauvegarde de la Création (JPSC). » Cérémonie œcuménique lors de l'assemblée de Vancouver.

Les chrétiens, quelle que soit leur dénomination, n'ont globalement pas été des précurseurs en matière de prise de conscience environnementale. Malgré de rares exceptions, parfois convoquées comme pour se dédouaner (la spiritualité de François d'Assise, les engagements d'un John Muir ou d'un Albert Schweitzer, les analyses de Jacques Ellul ...), il faut bien reconnaître que la confession commune d'un « Dieu Créateur du ciel et de la terre » n'a pas induit parmi les chrétiens une attitude particulièrement en pointe quant à la sauvegarde de la Création.

Malgré cela, il serait sans doute injuste de faire porter au seul christianisme, ou au judéo-christianisme, la responsabilité de l'exploitation éhontée de la planète au motif qu'un verset du premier chapitre de la Genèse – lu de façon littérale et décontextualisé – inviterait les humains à une domination sans borne de la Création (Genèse 1,28). C'est la critique bien connue, formulée en 1966 par le médiéviste nord-américain Lynn White, qui semble être devenue une *doxa* commune. Malheureusement, l'histoire montre amplement que des sociétés et des systèmes ne se référant pas au corpus textuel judéo-chrétien, voire même le rejetant, ont pu tout autant porter atteinte à la planète.

Le mouvement œcuménique et l'écologie

Si l'on considère le christianisme européen depuis les années 60, on doit constater que bien peu d'Églises ont été sensibles aux alertes lancées par des personnalités comme Franz Weber en Suisse, René Dumont ou Jacques Ellul en France. En ceci, les Églises chrétiennes toutes confessions confondues partageaient avec leur environnement culturel et politique non chrétien une certaine indifférence à la problématique environnementale. Le concile de Vatican II (1962-65) ou le pape Paul VI (en 1970) ont bien évoqué la question de la sauvegarde de la Création, et Jean-Paul II a bien fait de François d'Assise le saint-patron des écologistes en 1979, mais ce ne fut pas vraiment l'occasion d'une mobilisation institutionnelle d'ampleur. Du côté du Conseil Œcuménique des Églises (COE), ce n'est qu'en 1983, à Vancouver, qu'est lancé ce qui voulait être un « processus conciliaire d'engagement mutuel » autour de la problématique *Justice, paix et sauvegarde de la Création* (JPSC) (1).

En réponse à cet appel du COE, les centres de réflexion et académies de différentes confessions d'une vingtaine de pays européens (Scandinavie, Allemagne de l'Ouest et de l'Est, Hollande, Grande-Bretagne, mais aussi un groupe plus réduit de représentants des pays latins et est-européens) s'engagèrent dans la démarche. La Conférence des Églises européennes (KEK) et le Conseil des Conférences épiscopales européennes (CCEE) jouèrent aussi un rôle moteur dans cette dynamique.

Il est intéressant de relever que d'emblée, ce processus œcuménique (JPSC) articule étroitement la préoccupation environnementale avec les questions de justice sociale et la dimension géopolitique internationale.



Après plusieurs années de réflexion et de rassemblements régionaux, ce processus a conduit à une première étape qui fut l'assemblée œcuménique européenne organisée par la KEK à Bâle en 1989 sur le thème *Paix et justice pour la création entière* (2).

Le document final de l'assemblée de Bâle 1989 fait un état des lieux à travers une longue énumération des menaces pesant sur la justice, la paix et l'environnement dans le monde, en montrant les liens systémiques qui existent entre ces différentes menaces. Des considérations théologiques rappellent que le Dieu créateur est un Dieu de justice et de paix pour toute la Création, ce qui conduit à une reconnaissance des défaillances et des responsabilités partagées par les Églises chrétiennes comme institutions et les chrétiens comme témoins engagés vis à vis de la situation du monde. La confession du péché qui y est développée cite explicitement l'absence de mise en question des systèmes politiques et économiques dominants et l'adoption d'un style de vie incompatible avec le respect de la Création. Suivent pour finir des propositions et des mesures concrètes pour la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial qui combatte la pauvreté, défende les Droits de l'Homme, et favorise le règlement pacifique des conflits, tout cela dans le respect des équilibres écologiques.

Les Églises protestantes d'Europe du nord y trouvèrent un encouragement à étendre la prise de conscience déjà en cours et à s'engager dans des actions concrètes. Le patriarche œcuménique de Constantinople Dimitrios I^{er} proclama le 1^{er} septembre (début de l'année liturgique orthodoxe) « jour de prière pour la Création » et du côté catholique, il y eut la mise en place par Pax Christi France d'une commission *Création et développement durable*.

L'opposition protestante à la démarche JPSC

En France, la prise de conscience des Églises protestantes fut très lente – sauf en Alsace-Moselle – et la démarche rencontra même de vives critiques au sein de l'Église Réformée de France, au point que les quelques initiatives invitant à entrer dans cette dynamique n'eurent pas de lendemain. Les critiques exprimées prirent entre autres la forme d'un petit ouvrage collectif édité par huit théologiens et pasteurs réformés sous le titre programmatique et provocateur *L'agitation et le rire* (3).

Une part des critiques émises à l'égard du processus JPSC était sans doute fondée : l'idée même

d'un processus conciliaire était-elle réaliste dans un contexte où l'élan œcuménique s'essouffait déjà ? Les nombreuses propositions pour un monde meilleur de l'assemblée de Bâle étaient-elles autre chose qu'une longue litanie de vœux pieux ? Certes, la justification à coup de citations bibliques des positions prises est une façon de faire que l'on retrouve malheureusement trop souvent dans des textes ecclésiaux ; et la nécessité d'un approfondissement exégétique et d'une problématisation théologique des concepts d'alliance, de création, de justice dans leur différentes acceptions bibliques était sans doute nécessaire. Mais que ne l'ont-ils fait, ceux qui dénigraient la démarche même ?

De fait, derrière ces critiques, pour une part justifiées, on trouve une opposition plus fondamentale. En conclusion de leur petit pamphlet, les auteurs invitent en effet à reprendre ces questions avec celle du fondement d'un agir chrétien dans le monde. On trouve aussi le reproche de sacraliser certaines prises de position politiques en les assimilant à l'Évangile ainsi que l'affirmation selon laquelle, du point de vue de l'Évangile, toutes les options politiques se valent, à l'exclusion des extrêmes.

C'est sans doute là une façon habile de ne rien dire de trop clivant et de respecter les courants de pensée différents qui traversent de fait les différentes Églises et le protestantisme français sur les questions économiques et politiques. Mais cela va plus loin car il s'agit d'une opposition plus radicale, il s'agit du rejet comme illégitime de toute parole politique de l'Église. Et en conséquence du mépris des théologies de la libération considérées comme un enrôlement de Dieu dans des combats mondains et confondues avec un messianisme politique ; mépris aussi pour le pacifisme considéré comme passivité face au mal, un mépris qui ignore les combats et les victoires de la non-violence ... (4)

La question posée est celle de savoir si, d'un point de vue chrétien, on peut ou non fonder théologiquement des engagements socio-politiques ? Ou encore, le salut est-il simplement une promesse et une réalité d'ordre individuel ?

Certes, la question est complexe, mais l'Évangile n'est pas seulement une bonne nouvelle pour tous les humains, il est aussi une bonne nouvelle pour tout l'humain, y compris dans les dimensions socio-économiques et environnementales. Une éthique sociale chrétienne peut-elle donc se contenter d'« offrir aux plus marginalisés la possibilité de s'humaniser et donc d'entendre l'Évangile » comme l'affirment nos auteurs ? (p. 67) (5)

En d'autres termes, la justice de Dieu n'a-t-elle

La question posée est celle de savoir si, d'un point de vue chrétien, on peut ou non fonder théologiquement des engagements socio-politiques ?

(2) Documents préparatoires et déclaration finale publiés sous le titre : *Paix et justice pour la création entière*, Cerf, 1989. Voir aussi : Jean-Marc Prieur, *Responsables de la création, Rassemblement œcuménique paix et justice*, Labor et Fides, 1989 : « Un défi nous est lancé : nous sommes tous responsables de la paix, de la justice et de la sauvegarde de la création. Nous sommes tous responsables de notre avenir. »

(3) *L'agitation et le rire*, contribution critique au débat Justice, Paix et Sauvegarde de la Création, ouvrage collectif, Les Bergers et les Mages, 1989.

(4) On reconnaîtra ici l'influence du théologien Jean Ansaldi – contributeur à ce petit opus collectif – et la conception luthérienne des deux règnes ... (ibid. p.72).

Sur ce sujet, voir l'article de Michel Rodas dans ce numéro, p.9 : Chute originelle et crise écologique : double déni et double état de nécessité.

(5) Cité par Anne-Marie Goguel, « *L'agitation et le rire* » ou ... *rira bien qui rira le dernier*, *Autres Temps / Les cahiers du christianisme social*, n°23, 1989. pp.101-105.

(6) « Notre foi ne tient pas lieu de motivation, de connaissance et de compétence pour intervenir dans une œuvre entreprise par des gens compétents et de mieux en mieux organisés » (L'agitation et le rire, p.86).

(7) Marcel Manoel, Laurent Schlumberger, Frank Bergeron, Jean-Luc Parlier, Jean-Ansaldi, Jean-Daniel Causse, Richard Bennahmias, Bertrand de Cazenove.

(8) Un exemple : en 1987, le synode régional ERF-Est à Thaon-les-Vosges, « demande au Conseil national que soit prévue une participation française au semestre d'hiver de l'Institut œcuménique de Bossey sur 'Justice, Paix et Sauvegarde de la Création', en vue de l'animation du processus conciliaire au plan national ». Réponse du Conseil national : « Le Conseil national laisse aux Églises locales ainsi qu'aux régions le soin d'étudier le thème 'Justice, Paix et Sauvegarde' » (à consulter sur la page [Écologie](#) du site de l'ÉPUdF).

(9) [A Rocha](#), organisation chrétienne de protection de la nature.

aucun rapport avec la façon dont on peut concevoir la justice dans le monde ? Le règne de Dieu est-il sans rapport aucun avec la seigneurie du Christ dès ici-bas ? Pour Calvin en tout cas, il n'en va pas ainsi : « le règne spirituel nous procure déjà sur la terre quelque goût du bonheur céleste » (Institution, IV, 20, 2).

Certes, comme l'affirment nos auteurs (6), ni la foi ni les textes bibliques ne fournissent de savoir particulier sur des questions techniques aussi complexes que l'économie ou l'écologie, mais notre foi et son débat continu avec les textes bibliques nous offrent des compréhensions particulières de nous-mêmes, de notre humanité, de son histoire comme de ses institutions et systèmes idéologiques. Nous y reviendrons pour finir.

Pour faire bonne mesure, selon les auteurs de ce petit livre (7), les chrétiens qui ont produit les documents préparatoires et la déclaration JPSC de Bâle 1989 sont animés par une volonté de puissance pour « se faire un nom » en prétendant agir sur l'ordre du monde à partir de la foi qui les porte. Reproche facile et paradoxal ... Qui se souvient des noms des promoteurs du processus JPSC ?

On trouve enfin le reproche commun selon lequel se préoccuper d'écologie serait s'accommoder aux idéologies dominantes et aux modes consensuelles du moment, des critiques encore entendues en 2019 à l'occasion de la réflexion synodale en cours dans l'ÉPUdF ! Ce reproche est d'autant plus cocasse qu'on l'entend le plus souvent exprimé par des personnes qui semblent se satisfaire fort bien de l'idéologie économique dominante ...

Malgré tout cela, il serait sans doute erroné de prêter à ce petit ouvrage collectif une trop grande influence dans la résistance du protestantisme français, et de l'Église Réformée de France en particulier (8), au processus proposé par la KEK. Il n'est

en effet qu'une des expressions de la résistance alors largement partagée dans la société française comme dans les Églises à l'égard des problématiques environnementales.

Une lente et tardive prise de conscience

Depuis ce qu'il faut bien appeler une occasion ratée pour l'Église Réformée de France d'entrer dans la démarche – fusse de façon critique –, au niveau européen, le processus JPSC s'est poursuivi dans le mouvement œcuménique, d'abord lentement jusqu'à la fin du siècle dernier. Ce n'est qu'à partir des années 2000 que la démarche connaît une dynamique nouvelle, sans doute à la faveur d'une prise de conscience qu'on peut observer dans toutes les sociétés occidentales.

En 2001, une *Charte œcuménique* est signée à Strasbourg par la Conférence des Églises chrétiennes (KEK) et le Conseil des Conférences épiscopales européennes (CCEE). Elle évoque expressément les organisations ecclésiales et œcuméniques « dans leur responsabilité pour la sauvegarde de la création » (§9). En 2002, la *déclaration de Venise* est signée par le pape Jean-Paul II et le patriarche Bartholomée 1^{er} « pour le bien de tous les êtres humains et pour la protection de la Création ». Et en 2007, le troisième Rassemblement œcuménique européen à Sibiu propose de célébrer un « *Temps pour la Création* » entre le 1^{er} septembre (jour du début de l'année liturgique dans les Églises orthodoxes) et le 4 octobre (jour de la fête de saint François d'Assise dans l'Église catholique mais aussi période de la fête des récoltes encore célébrée dans certaines Églises protestantes ...). Le COE reprend cette initiative sur le *Temps de la Création* en 2008. En 2006 a été créée la section française de l'association internationale protestante A Rocha (9) et en 2011, suite aux premières



Assises chrétiennes de l'écologie à Saint-Étienne, c'est la naissance du mouvement Chrétiens Unis pour la Terre.

C'est dans ce contexte qu'en 2009, l'Église Réformée de France (ERF) parraine la naissance du réseau Bible et Création, institutionnalisant ainsi l'initiative informelle d'un groupe de pasteurs et laïcs engagés depuis plusieurs années dans la dynamique d'un *Temps pour la création*. Ce réseau a pour vocation de réfléchir à la prise en compte des enjeux écologiques dans la théologie chrétienne de la création (10). En 2013, l'ERF confie au réseau Bible et Création la préparation d'un numéro de sa revue d'information sur le thème des rapports entre foi chrétienne et écologie (11). Et en novembre 2014 se tient à la Faculté protestante de théologie de Paris un colloque sur le thème *Terre créée, terre abîmée, terre promise* (12) organisé en collaboration entre le réseau Bible et Création, la Fédération Protestante de France et l'Institut Protestant de Théologie. C'est aussi l'occasion de plusieurs publications de la FPF (13).

Malgré cela, le pasteur Robin Sautter, alors coordinateur du Réseau Bible et Création, notait encore en juin 2015 :

« Malgré l'importance que prennent aujourd'hui les enjeux écologiques dans notre société, on constate qu'ils sont une réalité encore peu prise en compte dans notre Église [ÉPUdF]. Le synode de 2010 sur la diaconie a par exemple été l'occasion de constater l'absence de l'écologie dans notre compréhension des enjeux de la diaconie alors que celle-ci pose des questions évidentes d'injustice vis à vis des plus pauvres, vis à vis des pays du sud, et vis à vis des générations futures » (14).

L'année 2015 connut une nouvelle accélération, et même un tournant décisif pour la prise de conscience et l'engagement des Églises chrétiennes, en particulier en France. Cela est dû à diverses influences concomitantes et déterminantes : la publication (en juin) de l'encyclique *Laudato si'* qui eut un écho retentissant bien au-delà du catholicisme ; l'institution par le pape François d'une journée mondiale de prière pour la protection de la Création (fixée au 1^{er} septembre) ; la tenue à Saint-Étienne (en août) des 2^{èmes} Assises chrétiennes de l'écologie ; le lancement du Jeûne pour le Climat le premier jour de chaque mois (initiative du COE qui insiste sur une démarche inter-religieuse). Et enfin l'importante mobilisation avant et pendant la COP 21 qui s'est tenue à Paris (du 30 novembre au 11 décembre) et qui eut une forte couverture médiatique. À l'occasion de cet événement international, plusieurs paroisses catholiques et protestantes de la région parisienne accueillirent des pèlerins venus

pour des rassemblements préparatoires conclus par une célébration œcuménique à Notre-Dame de Paris.

Tous ces événements et publications ont rendu les communautés locales mûres pour des démarches durables allant au-delà des simples déclarations. Ceci d'autant qu'en amont de ces manifestations institutionnelles, il y a bien sûr les effets déléteurs de plus en plus sensibles et avérés des changements climatiques, de la pollution généralisée de la planète et de la chute drastique de la biodiversité. L'attente d'une suite concrète dans les Églises s'est donc fortement manifestée.

C'est ainsi qu'est né le projet *Église Verte* (15) lancé officiellement le 16 septembre 2017 à Paris dans les locaux de la paroisse protestante (ÉPUdF) de Pentemont-Luxembourg. Depuis, plusieurs dizaines de paroisses se sont lancées dans la démarche.

C'est cette même année 2017, à la suite du synode national électif de Lille, qui met en place un nouveau Conseil national, que le Conseil fraîchement élu décide de mettre à l'ordre du jour des synodes régionaux 2019 et national 2020 (reporté en 2021 pour cause de pandémie) la problématique écologique. Il répond ainsi à une décision du synode national de Nancy 2016 (16). De fait, la demande d'une réflexion ecclésiale de fond sur la crise écologique revenait régulièrement de la part de synodes régionaux de l'ÉPUdF depuis plusieurs années. Un examen des vœux et déclarations synodales sur le sujet est instructif. On y constate que depuis les années 60, les préoccupations écologiques n'apparaissent que

« sous deux aspects : d'une part les questions posées au monde rural par l'évolution des techniques agricoles et les évolutions sociologiques et économiques dans les campagnes (1965 ; 1989 ; 1994) ; d'autre part les impacts du recours à l'énergie nucléaire. Pour ce second aspect, les questions posées par l'usage militaire du nucléaire et par les dangers des essais nucléaires pour la santé humaine l'emportent sur le souci de l'environnement lui-même ... (...) Quant aux préoccupations liées à la dégradation de l'environnement, à la surexploitation des ressources naturelles, au réchauffement climatique ou au développement durable, elles sont absentes des décisions des synodes nationaux ; ce n'est que dans les synodes régionaux qu'elles s'expriment parfois depuis la fin des années 1980, dans la suite du lancement en 1983 du processus Justice, Paix, Sauvegarde de la Création par le Conseil Œcuménique des Églises. La plupart du temps, le Conseil national ne voit pas dans ces vœux une indication suffisante pour entreprendre un débat ou un projet national » (17).

Ainsi, les synodes de la région Ouest ERF en 2007,

« Cette question n'est pas apparue comme l'un des thèmes dominants devant être retenu pour lui-même mais plutôt comme un des sujets du dossier qui traite des sciences et des techniques. »

(10) Réseau [Bible et Création](#) (page Facebook).

(11) « Sur le rebord du monde », quand écologie et théologie se rencontrent, *Information-Évangélisation*, n°1, 2013/2 (Olivétan).

(12) *Terre créée, terre abîmée, terre promise...*, collectif, Olivétan, 2015.

(13) *Les changements climatiques*, collectif, Olivétan, 2014 ; *Terre créée, terre abîmée, terre promise...*, collectif, Olivétan, 2015.

(14) [Le réseau Bible et Création, une interview du pasteur Robin Sautter](#) (site de l'ÉPUdF).

(15) *Église Verte* a été initié par la Conférence des évêques de France (via son Service national Famille et Société), la Fédération protestante de France (via son groupe Climat), l'Assemblée des évêques orthodoxes de France et le Conseil des Églises chrétiennes en France (CECEF) ; mis en œuvre par A Rocha-France et l'association Accompagnement vers une écoresponsabilité chrétienne (AVEC) ; et soutenu par le CCFD-Terre solidaire, le CERAS et le Secours Catholique.

(16) Décision 23 du synode national ÉPUdF de Nancy-2016 : Vœu « Synode sur l'écologie ».

(17) La page du site de l'ÉPUdF sur l'[Écologie](#) offre un inventaire (non exhaustif) des différentes prises de positions synodales en la matière.

(18) Vœu n°3 du synode régional ERF Nord-Normandie en 1999 à Angerville-l'Orcher : « Les questions écologiques sont aujourd'hui fréquemment d'actualité, tant en ce qui concerne la sécurité alimentaire que la préservation de l'eau, de l'air, des ressources minérales, végétales et animales ... Elles touchent de près le progrès technologique, l'économie, l'avenir de la terre et de nos enfants. Elles interrogent nos modes de vie et nos valeurs. Le dernier colloque franco-britannique révélait combien les Églises protestantes en France – à la différence peut-être du monde anglo-saxon – se souciaient peu de ces questions, qu'elles n'y voyaient pas forcément le lieu d'une responsabilité chrétienne et citoyenne. Le synode régional émet le vœu que ces questions soient à l'avenir débattues et approfondies, et demande aux instances nationales de s'engager avec elles dans ce sens » (consultable sur la page [Écologie](#) du site de l'ÉPUdF).

(19) Jean Calvin, *Institution de la religion chrétienne*, I, 5, 5).

Chant d'ouverture au synode national de l'ÉPUdF en 2016.

de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la région Sud-Ouest en 2009 demandent qu'une réflexion nationale soit lancée sur le thème de l'écologie. Le synode régional Nord-Normandie quant à lui demandera à trois reprises la même chose (en 1999, 2005 et 2010) ; voici la réponse reçue à la première de ces demandes (18), faite à l'occasion du Commentaire du rapport du Conseil national au synode national de Lyon (2000) :

« L'actualité qui a entouré le début de cette année 2000 a ramené sur le devant de la scène les questions environnementales. Pour autant cette question n'est pas apparue comme l'un des thèmes dominants devant être retenu pour lui-même comme thème de réflexion dans le cadre de « Débat 2000 – 2000 débats » mais plutôt comme un des sujets du dossier qui traite des sciences et des techniques. Cette orientation ne saurait être considérée comme définitive et ne souhaite pas nier l'importance d'une telle réflexion. Elle laisse, en tous les cas, la possibilité à toute Église locale ou région qui souhaiterait s'en saisir la possibilité de le faire. Le Conseil national veillerait alors à ce qu'un tel travail puisse être porté à la connaissance de tous ».

Alors que l'Église Protestante Unie de France a enfin mis au programme de ses synodes la question écologique, plus de 35 ans après l'appel du COE et de la KEK, il faut se réjouir que ses communautés locales, œuvres et mouvements, aient enfin été appelées à réfléchir à la question *Écologie : quelle(s) conversion(s) ?*, et cela malgré des réticences qui perdurent.

Car si la foi chrétienne ne donne effectivement aucune compétence particulière pour traiter des questions environnementales dans leurs dimensions scientifiques et techniques, il n'en va pas de même concernant la compréhension des aspects proprement spirituels de la crise dans laquelle nous sommes.

Parmi ces aspects spirituels, mentionnons sans les

développer (cela a déjà été largement fait ailleurs ; par les synodes régionaux 2019 entre autres) les plus importants, à commencer par la capacité à recevoir la vie et le cadre qui la permet comme des dons, et donc la capacité à la reconnaissance et à l'émerveillement. C'est pour cela que nous confessons un Dieu créateur du ciel et de la terre. Car Dieu se révèle aussi au travers de sa Création, et Calvin ira même jusqu'à considérer la nature comme le « *théâtre de la gloire de Dieu* » (19). Notons encore la conviction biblique libératrice que nous ne sommes pas des dieux, mais des créatures par nature limitées et mortelles sous le regard bienveillant du Créateur. Signalons enfin que la justice et l'amour du prochain sont aussi en cause dans cette crise environnementale qui accroît les injustices aux niveaux national, international et générationnel ; les plus pauvres et les plus vulnérables en étant toujours plus affectés.

La crise écologique est donc bien aussi une crise spirituelle et cette problématique n'est ni étrangère ni marginale par rapport à la foi chrétienne. Elle est au contraire centrale car il s'agit d'une crise existentielle et spirituelle, une crise de notre rapport à la limite, une crise du rapport à notre finitude. Et sur ce sujet, les Églises, et l'Église Protestante Unie de France en particulier, ont bien une voix spécifique à faire entendre. Une parole qui ne porte pas uniquement sur le rapport individuel que chacun peut avoir vis à vis de sa propre finitude, mais aussi une parole critique sur les orientations politiques, économiques et sociétales, en particulier après la crise sanitaire que nous traversons.

